



Urgences sociales et environnementales

Revendiquer et se mobiliser pour gagner

1. Pour répondre aux catastrophes, l'urgence c'est + de pompiers, de soignants, d'enseignants... + de services publics !

- **L'été a été difficile** : les canicules, les méga-feux et les conditions de travail dégradées ont montré à quel point nous avons besoin de services publics solides. Pendant ce temps, gouvernement et patronat nous parlent de supprimer des postes de fonctionnaires... Au lieu de chercher à nous voler le 1er mai, l'urgence serait de nous protéger face à l'exposition à la chaleur et de pouvoir compter sur nos services publics et des politiques de prévention en matière de santé, de sécurité et d'environnement.
- **Le besoin de repos** s'est fait sentir par toutes et tous. Par la grève, les congés payés ont été conquis il y a 90 ans ! Mais c'est de plus en plus difficile de partir à cause des salaires trop bas. On attend les congés payés toute l'année parce que le travail est dur, mais on était presque pressés que l'été se termine...

2. Budget de l'État : stopper l'arrosage des grandes fortunes et des multinationales.

- **Les richesses accaparées par quelques-uns** : les 500 plus grandes fortunes françaises sont passées d'environ 200 milliards d'euros en 2010 à... 1 200 milliards en 2025 ! Alors que c'est nous qui produisons les richesses, nos salaires eux n'ont pas augmenté de 500% en 15 ans ! Pendant ce temps, les mêmes refusent l'indexation des salaires sur les prix et la taxe Zucman qui propose juste que les ultra-riches contribuent autant que le reste de la population...
- **Les grandes entreprises font leur loi** : 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contreparties sur les salaires, l'emploi ou l'investissement. On nous parle de dette de l'État en agitant le chiffre d'une augmentation de 5 000 € / seconde, mais les 211 milliards d'aides aux entreprises coûtent 6 700 € / seconde. De l'argent il y en a : le PIB continue de croître et le problème ne vient pas des dépenses sociales, utiles, mais des recettes dont on se prive avec les cadeaux aux plus fortunés et aux grandes entreprises !

3. Notre sécu, nos retraites = nos cotisations, nos droits !

- **La retraite n'est pas une aide : c'est un droit acquis par le travail et les cotisations.** Sur chaque fiche de paie il y a le salaire net pour le mois et le salaire brut, avec nos cotisations qui ouvrent des droits pour toute la vie en cas de maladie, parentalité, chômage, et pour nos retraites. Les exonérations de cotisations sociales entraînent une politique de bas salaires car plus les salaires sont faibles, plus les exonérations sont importantes. Chercher à désindexer les retraites, c'est donc nous voler à une part de salaire ! C'est pourquoi les retraité·es appellent à la

mobilisation le 14 octobre.

- **C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, aux grandes entreprises et aux plus fortunés de contribuer !** Cherchez l'erreur : ceux qui refusent de faire contribuer davantage les plus grandes fortunes demandent ensuite aux salarié·es et aux retraité·es de payer leur facture. Augmenter les salaires, c'est aussi augmenter les cotisations et mieux financer notre protection sociale.



Rassemblements dans le Jura :

- Dole 10h30 Sous-préfecture
- Lons-le-Saunier 15h Place de la liberté

29 septembre :
pour nos services
publics
et l'augmentation
des salaires,
grande journée de
grève et de
manifestations
intersyndicales

toutes celles et
ceux qui assurent
des missions de
services
publics



C'est le moment de se syndiquer :